



L'assemblée générale est un moment important dans la vie d'une structure comme la mission locale.

C'est le moment de faire le point sur l'activité de l'année qui vient de s'écouler.

C'est aussi un temps pour prévoir l'avenir, poser des projets, voter un budget prévisionnel.

C'est pour ces raisons que les salariés de la mission locale ont choisi de faire la grève, *aujourd'hui et ici*.

Car nous voulons, au delà des chiffres, vous décrire à tous, - élus, membres du bureau, partenaires - de façon réaliste, ce que signifient pour nous l'explosion du nombre des premiers accueils, l'arrivée des emplois d'avenir, l'atteinte des objectifs de la CPO, la pression délirante sur les chiffres...

Nous voulons aussi *avec vous, dans un esprit de collaboration et de confiance*, avec une volonté de *proposition*, faire de la Mission Locale le meilleur outil de l'insertion, *au service des jeunes toulousains*, mais aussi dans le souci du *mieux disant social* pour l'ensemble de ses salariés qui sont *totalemt impliqués dans ce projet*, et dans la réussite des objectifs qui leur sont confiés.

## [BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE]

L'année 2013 a été très importante pour la Mission Locale. Ce fut celle d'une réorganisation des modalités d'accueil voulue et mise en place par la direction, mais aussi celle de la montée en puissance des emplois d'avenir.

Nous avons ainsi explosé les chiffres des premières inscriptions l'année dernière, *mais à quel prix ?*

Les délais de rendez-vous se sont considérablement prolongés, passant à *un mois d'attente*, les jeunes en suivis par conseiller ont fait un bond énorme avec des chiffres exubérants comme 200 jeunes « actifs » en accompagnement, voire pour certains collègues, *plus de 250 jeunes* en suivi.

Résultats : des *tensions croissantes* dans les antennes, avec un public excédé par ces délais incompréhensibles et une prise en charge où la notion d'accompagnement n'a *plus aucun sens*, des collègues au bord de l'épuisement, fatigués.

Ajoutez à cela le suivi des jeunes en emploi d'avenir, extrêmement chronophage, et vous obtiendrez le tableau d'une Mission Locale où les risques psycho sociaux sont de plus en plus importants et très alarmants, un déficit de vision à long terme des politiques RH, un pilotage à vue en fonction des commandes publiques.

Face aux alarmes répétées des instances du personnel, un audit a été mis en place par la Mairie de Toulouse pour faire un état des lieux de la structure et pour poser des préconisations d'amélioration. Cet audit a été *un véritable succès* auprès des salariés, dont une *soixantaine* a demandé à être entendus, preuve qu'ils avaient besoin de cet espace pour manifester leurs difficultés au travail.

Les résultats de cet audit ont été présentés en décembre dernier. Il dresse un état des lieux *sans complaisance* de la Mission Locale, relève un certain nombre de *dysfonctionnements* et prévoit des solutions d'amélioration.

Pour les mettre en œuvre, la Mission Locale a mis en place des ateliers associant l'ensemble des salariés pour réfléchir sur un certain nombre de thématiques. Le premier atelier sur la réorganisation de l'accueil a eu lieu et a posé plusieurs schémas de réorganisation dont un scénario doit être retenu, mis à la consultation des IRP et validé très prochainement.

Il doit permettre de résoudre les dysfonctionnements relevés dans l'audit, et mis en place le plus tôt possible, dès que les conditions de sa réalisation seront réunies.

#### [L'AVENIR/ LES PROPOSITIONS]

M le Président, nous vous avons alerté sur tous ces points dès votre arrivée et vous avez pris l'initiative d'inviter une délégation des instances du personnel très rapidement après la prise de vos fonctions, pour en discuter.

Cette rencontre, qui a eu lieu il y a deux semaines dans vos bureaux du Capitole en présence de notre directeur, a été de notre point de vue l'occasion d'un échange que nous jugeons très positif en terme *d'écoute, d'ouverture, de respect mutuel et de confiance, de parler vrai*.

En toute sincérité, nous vous avons d'ailleurs alerté sur la mobilisation de salariés qui sont en attente d'actes forts de la nouvelle présidence, et de l'hypothèse du mouvement qui se déroule ce matin.

Cette grève, votée par la majorité des salariés présents en réunion syndicale en février dernier, nous ne la voulons pas comme *une confrontation, un blocage*, mais comme une demande de *collaboration*, que nous souhaitons *fructueuse* pour faire avancer *nos revendications*.

Nous *voulons* :

=> **des moyens humains supplémentaires** qui nous permettent de recevoir bien les jeunes toulousains.

Les moyens constants ne sont pas garantis sur les sites et les services. Des collègues dont les contrats se sont achevés ne sont pas remplacés, ce qui reporte la charge de travail sur les collègues.

=> Nous *voulons* **des conditions de travail dignes de notre mission de service public**.

Les moyens matériels ne sont pas suffisants, notamment les conditions informatiques, qui ne nous permettent pas de saisir correctement et donc de rendre compte de notre activité au plus juste. Un audit est en cours depuis des mois, il faut que notre système soit mis à niveau *sans délais*, nous ne *supportons plus* les bugs à répétition, les ralentissements de connexion.

La réorganisation de l'accueil devait permettre de résoudre les problèmes de portefeuilles saturés, de fatigue au travail, d'absentéisme... On nous dit aujourd'hui qu'elle *serait remise à début 2015* alors que les salariés ont une *très forte attente de changement*. Ils se sont mobilisés pour travailler sur l'atelier de réflexion sur la réorganisation, et ont fourni un travail exemplaire qu'il faut mettre en œuvre dès que possible. Nous avons été *trop souvent mobilisés sur des groupes qui n'ont abouti à rien*, dont les résultats ont été *jetés à la poubelle* ou mis au fond d'un tiroir. Il en va de la *confiance* des salariés dans la Mission Locale qui doit être en capacité, maintenant, de prendre les mesures adéquates et d'amorcer le changement attendu.

= > Nous voulons **une revalorisation salariale sous la forme d'un 13ème mois ferme** et non pas d'une prime misérable qui se résume à une peau de chagrin.

Notre pouvoir d'achat est en danger, *trop de salariés* de la Mission Locale doivent compter le *moindre euro* dès le 15 du mois pour finir le mois en court, dans l'attente de la paye suivante. C'est la priorité qu'il faut se donner : rémunérer justement les salariés de la Mission Lcoale au nom de la justice sociale.

Nous vous avons présenté, M le Président, un ensemble de sources d'économies qui doivent pouvoir permettre de garantir ce 13ème mois. Vous les avez entendues lors de notre rencontre au Capitole, les avez jugées réalistes et nous avez dit que vous pourriez soutenir cette demande auprès de M le maire.

Ces sources d'économies proviennent :

= > du *salair*e d'un cadre qui a quitté la Mission Locale et qui n'a pas été remplacée.

= > des économies d'échelle réalisées grâce à la restructuration du réseau informatique. La présidence antérieure estimait cette économie à *un équivalent temps plein*.

= > des économies sur *les loyers*. Il faut que la Mairie héberge toutes les antennes et services de la Mission Locale dans des locaux gratuits. Le site de la Caravelle, celui des izards et du centre ville nous coûtent trop cher, nous ne pouvons pas nous permettre de payer des loyers exorbitants.

Vous nous avez répondu, M Rougé, que vous étiez favorable à toutes ces propositions à conditions qu'elles soient cadrées, chiffrées. M le Directeur, il vous appartient *dès à présent* d'y travailler et fournir les éléments nécessaires à M le Président pour qu'il soutienne nos demandes auprès de la Mairie.

Nous voulons des *actes* : un échéancier sur lequel vous vous engagerez pour que d'ici la fin de l'année, une réponse ferme nous soit donnée sur le versement d'un treizième mois en décembre.

Nous pensons raisonnablement que lors du Comité d'Entreprise du mois *d'octobre*, où vous serez invité, M Le Président, nous pourrons examiner les éléments présentés par la Direction pour engager un processus d'économies et inclure dans le budget le treizième mois.